

Pim Verschuuren

«La lutte contre la corruption sportive doit se professionnaliser»

INTERVIEW
FRÉDÉRIC THERIN

Pim Verschuuren est chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste de la corruption sportive. S'il n'a pas été surpris par les révélations de la BBC et du site BuzzFeed au sujet des soupçons de matches truqués dans le tennis, le coauteur de l'ouvrage intitulé «Paris sportifs et corruption: comment préserver l'intégrité du sport» (éd. Armand Colin) pense que ces informations ne représentent que la partie immergée d'un iceberg d'argent sale qui continue de grossir.

En révélant que seize joueurs de tennis du top 50 auraient truqué des matches en lien avec des paris frauduleux au cours des dix dernières années, la BBC et le site BuzzFeed ont créé une violente polémique. Avez-vous été surpris?

Pour vous dire la vérité, j'ai été assez étonné par l'ampleur du scandale que ces révélations ont déclenché. BuzzFeed a, comme son nom l'indique, réussi à créer un buzz, mais leurs informations ne révèlent pas grand-chose de nouveau. Depuis 2008 où une enquête de deux ex-policiers de Scotland Yard, mandatés par les instances dirigeantes du tennis (ITF, ATP, WTA), avait montré du doigt un match suspect entre le Russe Nikolay Davydenko et l'Argentin Martin Vassallo Argüello, lors du tournoi de Sopot en Pologne, beaucoup de joueurs, dont le numéro 1 mondial Novak Djokovic, ont déclaré avoir été approchés dans leur chambre d'hôtel, sur les courts et même dans des toilettes pour gagner ou perdre des rencontres. Beaucoup accusaient aussi depuis longtemps l'instance indépendante qui enquête sur les cas de corruption liés aux paris sportifs dans le tennis, la Tennis Integrity Unit (TIU), de ne pas s'intéresser aux grands champions. La polémique déclenchée par la BBC et BuzzFeed a toutefois comme avantage de relancer le débat sur la question majeure de ce sport: les instances dirigeantes du tennis cherchent-elles volontairement à passer sous silence les scandales de corruption qui gangrèment les tournois? Elles ont, certes, été les premières à avoir mis en place, en 2008, une commission d'enquête indépendante, mais ce ne sont pas 4 ou 5 personnes basées dans la banlieue londonienne qui vont parvenir à contrôler toutes les compétitions qui se

jouent sur les cinq continents. Ce sont les Etats qui doivent remplir cette mission.

Le tennis a aussi été accusé de «cacher» des affaires de dopage. Comment expliquer leur «discretion»?

Les instances du tennis, comme celles de bien d'autres sports, sont à la fois juge et partie. Elles ont pour mission de protéger l'intégrité des tournois qu'elles organisent, mais aussi de les commercialiser. Elles n'ont pas intérêt à ce que des scandales viennent entacher la réputation des compétitions dont elles ont la charge. Il faut toutefois reconnaître que ces organismes commencent à prendre des mesures pour lutter contre la corruption liée aux paris sportifs. Le tennis a montré la voie et le cricket a suivi, en ayant recours aussi à d'anciens policiers anglais. La Fifa et l'UEFA ont fait un gros travail après les enquêtes lancées en Italie qui ont prouvé qu'une cinquantaine de matchs avaient été truqués durant la saison 2010-2011. Un gang croate, démantelé en 2009 à Bochum en Allemagne, avait, lui, manipulé au moins 200 rencontres dans neuf pays.

N'est pas plus difficile de «truquer» un sport collectif?

Pas forcément. Si vous soudoyez deux défenseurs et un gardien de but, vous pouvez faire perdre n'importe quelle équipe de football. Les arbitres peuvent aussi avoir un rôle majeur sur le score d'un match.

Ces tentatives de corruption ne concernent-elles que les «grands» clubs ou les meilleurs champions?

Loin de là. Je m'étais récemment étonné de voir, sur un site de pari sportif illégal en Asie, qu'il était possible de miser de l'argent sur les matchs d'un tournoi de tennis organisé à Bressuire dans les Deux-Sèvres. Quelques jours plus tard, un joueur, qui participait à cette compétition, a affirmé avoir été approché par un intermédiaire pour perdre un set contre le versement de 3.000 euros en liquide. Cette somme est importante quand on sait qu'une défaite au premier tour dans une tel tournoi vous rapporte à peine 100 euros.

Où sont basés les principaux sites de paris sportifs?

Beaucoup sont en Asie. Il y existe une culture ancienne du pari sportif, en utilisant des intermédiaires à tous les coins de rue. Ce marché illégal très atomisé s'est concentré, depuis le milieu des années 90, autour

de 5 à 6 plateformes de paris en ligne. C'est une structure pyramidale. Les parieurs de rues utilisent les sites pour placer les mises et ils se couvrent, comme tout bon investisseur financier qui se respecte, en plaçant une partie de leur argent sur les rencontres. Il existe aussi pas mal de plateformes en Grande-Bretagne comme Betfair. Mais presque tous ces sites ont déposé leur licence d'activité dans des juridictions offshore comme l'île de Man, Malte ou Alderney dans les îles Anglo-Normandes. En Asie, beaucoup de sociétés sont à Cagayan, province au nord des Philippines. Et toutes ces zones ne sont pas bien contrôlées.

Quelles sont les sommes pariées, chaque année, dans le sport?

Il n'existe bien sûr aucune statistique précise, mais nous estimons qu'autour de 500 milliards d'euros sont misés chaque année dans le sport. Environ 80% de ces sommes

sont des paris illégaux, c'est-à-dire qu'ils ont été effectués par des personnes ou des organismes résidant dans des pays qui ne reconnaissent pas la légalité des sites sur lesquels ils ont misé leur argent.

C'est un marché énorme...

C'est gigantesque, mais il faut connaître la manière de jouer de nombreux parieurs pour comprendre ce montant. Beaucoup de professionnels misent, par exemple, 1.000 euros sur une équipe et 800 euros sur son adversaire pour se couvrir. Les paris permettent de blanchir de l'argent sale. Les fraudeurs acceptent de perdre 30% de leur mise lorsqu'ils peuvent récupérer des liquidités «propres». Or les sites asiatiques ont un taux de retour moyen de 98% c'est-à-dire que les parieurs récupèrent, en moyenne, 98 euros à chaque fois qu'ils misent 100 euros. En France, ce taux est limité à 84% mais les plateformes asiatiques proposent des cotes plus élevées pour permettre de remporter plus d'argent.

N'est-il pas possible d'empêcher des parieurs de miser sur des sites illégaux?

La Belgique est en avance dans ce domaine, car elle interdit aux banques de verser, pour le compte de leurs clients, de l'argent sur des sites de paris illégaux, et a mis en place d'autres mesures inédites pour contrer ces sites. Mais la plupart des autres pays n'ont pas pris de telles mesures. Il existe de nombreux moyens de paiement électronique comme l'e-wallet ou les cartes prépayées, qui permettent à un particulier de ne pas être repéré. Des criminels utili-

sent aussi différents noms pour se faire reverser l'argent qu'ils ont gagné. Beaucoup possèdent des comptes bancaires dans des zones offshore. Si votre argent part de Malte pour aller sur une plateforme enregistrée au Philippines et que vos gains soient versés dans les Caraïbes, vous avez peu de chance d'être repéré...

Est-il donc possible de lutter contre ces paris illégaux et les matchs truqués?

C'est tout à fait possible. Cette lutte doit comprendre deux volets. Sur le plan sportif, des programmes d'information et de prévention doivent être lancés pour faire comprendre, aux athlètes, les risques qu'ils encourent en acceptant les offres d'intermédiaires. Il faut leur expliquer comment ces mafias vont chercher à les approcher. Il est, en outre, nécessaire de mettre en place des mesures très strictes contre les tricheurs. Les instances sportives doivent enfin travailler en parfaite coopération avec les services de police. Au niveau des sites, il faudrait interdire les paris sur les matchs amicaux ou sur les rencontres de mineurs,

comme le préconise la Convention du Conseil de l'Europe contre la manipulation des rencontres sportives. Il est également nécessaire de limiter le taux de retour reversé aux parieurs. La lutte contre la corruption sportive doit se professionnaliser, car les criminels utilisent des technologies modernes pour optimiser leurs gains. Les sommes en jeu sont telles qu'ils peuvent investir. Ils utilisent des algorithmes et mettent en place des systèmes de surveillance pour trouver des anomalies de cotation entre les différents sites de paris. Par exemple, sur certaines rencontres et en fonction des différences de cotes entre opérateurs, vous pouvez parier sur une équipe et aussi sur son adversaire et être assuré de gagner de l'argent quel que soit le score final. Les professionnels appellent ces situations les «sure bets».

Même si les affaires de corruption touchant la Fifa et le CIO ne sont pas directement liées aux paris sportifs, ne contribuent-elles pas à entacher la réputation du sport dans son ensemble?

Sans aucun doute. L'image du sport dans sa globalité a été sérieusement écornée ces derniers mois.

Lorsqu'une instance sportive est supposée protéger l'intégrité des compétitions dont elle a la charge et que ses dirigeants ne sont pas capables d'être transparents et de prendre des décisions logiques, comme de ne pas accorder par exemple la Coupe du Monde de football au Qatar, c'est la réputation entière de cet organisme qui est mise à mal.

«Nous estimons qu'autour de 500 milliards d'euros sont misés chaque année dans le sport. Environ 80% de ces sommes sont des paris illégaux.»

PIM VERSCHUUREN, CHERCHEUR
À L'INSTITUT DES RELATIONS
INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES